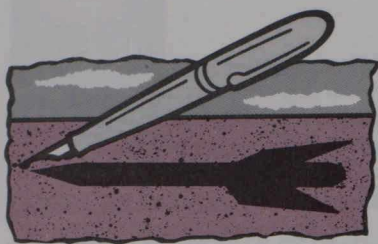


CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS



Pour parler sur les armes nucléaires et spatiales (NST)

■ L'Union soviétique a présenté le 29 juillet dernier une proposition écrite détaillée portant sur la mise à l'essai de systèmes de défense antimissiles dans l'espace. Elle réitérait ainsi une proposition qu'elle avait exprimée à maintes reprises et selon laquelle les deux parties s'engageraient à respecter pendant dix ans les dispositions du Traité ABM. Le négociateur soviétique, M. Aleksei Obukhov, a déclaré que les recherches sur la défense stratégique ne se feraient que dans l'enceinte de laboratoires et d'institutions, «tant dans le cas des recherches menées à l'intérieur qu'à l'extérieur». Et surtout, le texte propose d'amorcer des négociations bilatérales en vue de déterminer quels engins devraient être interdits dans l'espace, et il contient une liste de ces derniers. C'est la première fois que les Soviétiques exposent officiellement et en détail le type d'objets qu'ils aimeraient voir interdire. Certains observateurs pensent pouvoir déduire de cette proposition que certains essais limités dans l'espace seraient peut-être acceptables aux yeux des Soviétiques.

Les négociateurs américains se sont dits déçus de la proposition de l'URSS, et ils ont déclaré que celle-ci n'avait aucunement modifié sa position. Le président Reagan a précisé qu'il était hors de question d'entamer une quelconque négociation sur l'interprétation du Traité ABM et sur les activités ou objets à autoriser dans l'espace.

Deux jours plus tard, soit le 31 juillet, les Soviétiques présentaient un projet de traité sur la réduction des armements nucléaires stratégiques. Les réductions sur ce plan restent toutefois liées à la question de la restriction des activités dans l'espace. Élément nouveau dans le projet de traité, une proposition visant à limiter à 400 le nombre des missiles de croisière lancés d'un navire ou d'un sous-marin (SLCM) et ayant une portée supérieure à 600 km. En juin 1986, les Soviétiques

avaient suggéré que les SLCM soient pris en compte dans le calcul du plafond proposé pour le nombre d'ogives, soit 6 000, mais les négociateurs américains ont jusqu'à présent refusé de limiter le nombre des SLCM tant que les Soviétiques ne seront pas en mesure de faire des propositions concrètes en matière de vérification.

Les États-Unis et l'Union soviétique sont dans l'ensemble toujours d'accord pour réduire de moitié leurs armements stratégiques. Les deux pays ont convenu de ramener à 1 600 le nombre de leurs bombardiers ainsi que de leurs missiles intercontinentaux et de leurs missiles balistiques lancés à partir de sous-marins, et de fixer à 6 000 le nombre maximum d'ogives nucléaires. On devra également assimiler chaque bombardier à une ogive dans le calcul des ogives nucléaires, afin de prendre en compte les bombes et les missiles de croisière qu'il est capable de transporter. L'Union soviétique a également accepté de réduire de moitié le nombre de ses missiles intercontinentaux lourds (comme, par exemple, les SS-18).

Forces nucléaires à portée intermédiaire (INF)

■ Le 4 juin dernier, le Parlement ouest-allemand a sanctionné la décision prise par le Chancelier Kohl de souscrire à ce qu'on appelle l'option «double zéro», soit l'élimination complète de tous les missiles nucléaires à moyenne portée (INF) et des forces nucléaires de théâtre à courte portée (SRINF) basés en Europe. Cette position a par la suite été reprise par les ministres de l'OTAN réunis le 12 juin dernier à Reykjavik, en Islande.

Malgré cet important pas en avant, il semble que les négociations se soient mises à piétiner lorsque, se servant des pages éditoriales du *New York Times*, les négociateurs américains et soviétiques ont échangé des lettres dans lesquelles ils s'accusaient mutuellement de faire preuve de mauvaise volonté. Même si les États-Unis n'ont jamais présenté de proposition officielle dans ce sens, les représentants américains ont déclaré publiquement favoriser l'élimination totale et à l'échelle mondiale de tous les missiles INF et SRINF. Le travail de vérification serait en effet rendu plus simple, puisque la possession ne serait-ce que d'un seul missile constituerait une violation.

Le 22 juillet dernier, le Secrétaire général Gorbatchev reconnaissait, dans une entrevue accordée à la presse indonésienne, comprendre la préoccupation des États-Unis à ce sujet, et il a déclaré que l'Union soviétique serait disposée à accepter la suppression de tous les INF et SRINF dans le monde entier. Il restait à cette date quatre questions en suspens :

Le calendrier de démantèlement des missiles – les États-Unis veulent que les Soviétiques réduisent le nombre de leurs missiles (pour le ramener à un nombre équivalent à celui des États-Unis) avant de commencer à démanteler leurs engins; les Soviétiques, en revanche, souhaitent que les deux parties amorcent le démantèlement de façon proportionnelle.

La vérification – les États-Unis exigent la tenue d'inspections permanentes dans les usines de montage de missiles.

La conversion ou la transformation des missiles – les États-Unis se réservent le droit de convertir les Pershing II en missiles Pershing à plus courte portée, et de transformer les missiles de croisière basés au sol en missiles de croisière lancés à partir d'un sous-marin ou d'un navire. Or, les Soviétiques ne sont pas disposés à autoriser ces opérations.

Les missiles ouest-allemands Pershing IA – l'Union soviétique insiste pour que l'on inclue dans le traité une clause prévoyant le démantèlement des 72 missiles Pershing IA déployés en Allemagne de l'Ouest, compte tenu du fait que leurs ogives appartiennent aux États-Unis. Les États-Unis rétorquent en disant qu'il s'agit de missiles d'un pays tiers qui ne tombent par conséquent pas sous le coup du traité.

À la suite de l'annonce faite par M. Gorbatchev, les porte-parole du gouvernement américain ont indiqué que leur pays était prêt à transiger sur trois des quatre questions en suspens. Les États-Unis ont commencé à préciser leurs requêtes en matière de vérification et à modifier dans leur projet de traité les clauses relatives au calendrier de démantèlement. L'objectif étant désormais l'élimination totale des INF et des SRINF, la question de la conversion des missiles Pershing II en engins à

plus courte portée ne se poserait plus, puisque ces derniers seraient interdits eux aussi.

À la fin du mois de juillet, la principale question en suspens était celle des missiles ouest-allemands Pershing IA. En mai, les concessions accordées par les Soviétiques avaient causé des problèmes au gouvernement de coalition d'Allemagne de l'Ouest, divisé sur la question. La pression s'est encore accrue le 28 juillet quand les États-Unis ont convenu que tous les missiles et lanceurs tombant sous le coup du traité seraient détruits et quand les Soviétiques ont accepté que leur ministre des Affaires étrangères, M. Chevardnadze, se rende en visite à Washington à la mi-septembre. Au début du mois d'août, certains propos rapportés par le négociateur en chef soviétique, M. Obukhov, ont laissé croire que les Soviétiques pourraient envisager un compromis dans la mesure où les États-Unis s'engageaient officiellement à ne pas remplacer ni moderniser les missiles Pershing déployés en Allemagne de l'Ouest au début des années 1990, au moment où ces engins seraient désuets. Mais le 6 août dernier, M. Chevardnadze a prononcé, devant la Conférence du désarmement à Genève, un véhément discours dans lequel il a précisé que la question des missiles constituait désormais l'unique obstacle à un accord, et il a indiqué qu'il n'y avait aucun compromis possible. Il a poursuivi en disant que, si ces missiles étaient effectivement les missiles d'un pays tiers, il fallait en conclure que l'Allemagne de l'Ouest enfreignait le Traité sur la non-prolifération.

Le 26 août, le *New York Times* a fait savoir que les États-Unis avaient proposé un nouveau plan de vérification relatif à l'application d'un éventuel accord sur les INF/SRINF. Le plan suggérait notamment de réduire le nombre des inspections impromptues menées sur place. Par ailleurs, le texte constituait une évolution par rapport à une proposition faite antérieurement, dans laquelle il était prévu d'effectuer des inspections surprises, après un très bref préavis. Aux termes de la dernière proposition, on ne procéderait à ces inspections «par mise en demeure» que dans les installations dont on savait qu'elles abritaient les missiles à moyenne et à courte portée. D'après le *Times*, certains fonctionnaires américains haut placés